

Ronald HATTO

e-mail : hattoron@hotmail.com

Thèse de doctorat en science politique
Mention « Relations Internationales »

**LE PARTAGE DU FARDEAU DE LA SÉCURITÉ
TRANSATLANTIQUE :
LES RELATIONS FRANCO-AMÉRICAINES À L'ÉPREUVE DE LA
GUERRE EN EX-YOUGOSLAVIE (1991-1995)**

Sous la direction de M. Bertrand BADIE, Professeur des Universités à Sciences Po Paris

Soutenue publiquement le 14 décembre 2005

A l'IEP de Paris

Membres du jury :

Wolf-Dieter EBERWEIN, Professeur à l'IEP de Grenoble

Thomas LINDEMANN, Professeur à l'Université Bordeaux 4

Pierre MÉLANDRI, Professeur à l'IEP de Paris

Mark S. SHEETZ, Professeur associé au Centre de Politique de Sécurité de Genève

La question du partage du fardeau (financier, matériel, politique) de la sécurité entre les membres de l'Organisation de l'Atlantique Nord (OTAN) a occupé une place importante dans les débats sur la contribution attendue des différents membres de cette alliance. Cette question du partage du fardeau, qui est apparue dès les années 1950, reflétait la crainte du gouvernement et du Congrès américains d'être exploités par leurs alliés canadiens et européens de l'OTAN. Du côté des Européens, il existait la crainte d'un éventuel découplage entre l'Europe et les États-Unis. Le paradoxe étant que les deux thèmes s'influençaient mutuellement : en l'absence d'un accroissement des dépenses de défense des pays européens, les États-Unis menaçaient de retirer leurs troupes du vieux continent. Or, un retrait même partiel des troupes américaines aurait laissé les Européens en position d'infériorité militaire face aux forces du Pacte de Varsovie. D'où, en général, les efforts des Européens visant à apaiser les craintes de leur allié américain.

La fin de la guerre froide et la disparition de la menace soviétique ont toutefois bouleversé la dynamique régulant les relations au sein de l'Alliance. D'un côté comme de l'autre de l'Atlantique, des efforts ont dû être faits pour recréer un environnement diplomatique propice au travail collectif du maintien de la sécurité européenne. C'est ce nouvel environnement diplomatique post guerre froide qu'analyse la présente recherche. La thèse examine plus spécifiquement la relation entre les États-Unis et la France car il s'agit de la dyade la plus conflictuelle au sein de l'OTAN. Le problème général de la recherche concerne donc le partage du fardeau financier, humain et politique entre alliés et le problème spécifique – notre étude de cas - concerne la politique étrangère de la France et des États-Unis pendant la guerre en ex-Yougoslavie. Le but est d'arriver à comprendre quels sont les déterminants de la politique étrangère en situation de crise et en quoi ces déterminants affectent les relations entre les alliés et leur façon de partager le fardeau de la sécurité collective.

Pour ce faire, la thèse met en œuvre un cadre théorique qui identifie cinq déterminants - ou variables indépendantes – pouvant influencer la participation des États aux coalitions. Trois de ces déterminants reposent sur des facteurs externes et deux sur des facteurs internes. Les trois facteurs externes sont le problème de l'action collective, l'équilibre des menaces (*balance of threat*) et la contrainte d'alliance (*alliance dependance*). Les deux facteurs

internes sont le rôle des institutions et de la politique interne des États et l'influence des précédents historiques. À l'aide de cette approche, la thèse tente d'expliquer pourquoi la France et les États-Unis ont agi comme ils l'ont fait en Bosnie et surtout à démontrer de quelle façon ils ont géré leur relation d'alliés. En d'autres termes, la recherche essaie de comprendre pourquoi un allié qui n'était que peu menacé par le conflit en ex-Yougoslavie et qui voyait un autre État jouer le rôle de leader dans la gestion de ce conflit a accepté, à un certain moment, de s'impliquer dans le processus de gestion de la crise.

Notre principale hypothèse est que la contrainte d'alliance, obligeant les alliés à redéfinir et réévaluer leurs objectifs, leurs moyens et la nature de leurs discours en permanence lors des opérations militaires conjointes, est la variable indépendante qui permet de résoudre cette énigme. La contrainte d'alliance démontre que la France a réussi à faire pression efficacement sur son allié américain pour qu'il s'implique à ses côtés en ex-Yougoslavie. Dans le cadre de la contrainte ou du dilemme des alliances, la France a réussi à faire évoluer la position des États-Unis d'une crainte d'un enlèvement (*entrapment*) dans le conflit vers une crainte de l'abandon par ses alliés. Il faut d'ailleurs souligner qu'un abandon de la part de la France (par un retrait de ses troupes d'ex-Yougoslavie) aurait probablement signifié, à plus ou moins long terme, un enlèvement des États-Unis dans le conflit.

La thèse démontre ainsi que dans les alliances, les États plus faibles peuvent exercer une influence non négligeable sur le leader. Elle démontre également le caractère contradictoire de la « victoire » diplomatique de la France à l'égard de son puissant allié américain. Une fois mis en marche, le rouleau compresseur diplomatique américain a écarté pratiquement tous les acteurs qui s'étaient impliqués dans la gestion de la crise en ex-Yougoslavie. Ainsi, après avoir affaibli l'argument réaliste en démontrant l'influence des puissances moyennes, la thèse conclut sur une note qui tend à conforter la position de ce paradigme en démontrant le rôle nécessaire de la puissance américaine dans le maintien de la sécurité européenne.